

1 Le risque et l'assurance

Risque

Un risque : Un événement dont l'occurrence est (habituellement) aléatoire pouvant causer un dommage à des personnes et/ou des biens;

Le risque : La probabilité de survenance de l'événement et l'ampleur de ses conséquences;

Il y **deux composantes** aux risques :

- › La **probabilité d'occurrence** d'un événement accidentel;
- › La **gravité** des effets (ou conséquences) *financière* de l'événement;

Donc du point de vue d'un assureur, le risque est l'**exposition** à un *événement* dommageable inhérent à une situation (ou activité).

Quelques **exemples** d'événements dont l'exposition peut être prise en charge par une compagnie :

- › Une compagnie d'assurance auto assure une personne contre le risque d'un accident automobile;
- › Une compagnie d'assurance de voyage assure une personne contre le **danger** (toujours sous forme de conséquence *financière*, que ce soit au niveau de la responsabilité civile, des frais médicaux etc.) d'aller au Mexique;

Aversion

L'aversion au risque est la *peur* d'un investisseur d'un risque qu'il juge trop important. (L'antonyme de l'*aversion* au risque serait la *tolérance* de celui-ci)

L'aversion au risque se caractérise par une personne qui :

- › Ne souhaite pas courir le risque et va vouloir le **transférer**;

Par exemple, assurer sa maison contre le risque d'inondation;

- › Ne juge pas d'être en mesure de supporter le risque et **refuse** de s'y exposer;

Par exemple, ne pas faire de parachutisme;

Le **degré d'aversion** au risque est **variable** selon l'intervenant (tous ont une aversion au risque, seul le *degré d'aversion* diffère). Par exemple, même les compagnies d'assurance se *réassurent*.

Habituellement, elles ont moins d'aversion au risque qu'un individu en raison de leur :

- › **capacité financière**;
- › La **mise en commun** des risques;

Lorsqu'un individu souhaite *transférer* son risque, il échange au preneur de risque une **prime de risque**. En assurance, c'est donc une *prime d'assurance* qu'un **assuré** va payer à sa **compagnie d'assurance**.

Gérer du risque

Différentes **méthodes** existent pour gérer un risque, par exemple :

- › Évitement (Ex : Éviter d'avoir une voiture);
- › Prévention (Conserver le risque réduit grâce à la prévention);
- › Prise de risque (**rétenction**) (intentionnelle ou non);
- › Transfert (Principe fondamental de l'assurance);
- › Diversification des risques (Ne pas tous mettre ces oeufs dans le même panier);
- › **Couverture des risques (hedging) (Non-Couvert dans le cadre du cours)**;

- › **La titrisation (Non-Couvert dans le cadre du cours)**;

Face à un risque, différents **comportements** peuvent survenir selon :

- › La *perception* du risque;
- › L'*aversion* au risque;
- › La disponibilité d'*outils* pour gérer des risques;

L'assurance

L'assurance est un *système* qui permet de *protéger* un assuré (individu, association, entreprise) contre les **conséquences financières** découlant de la survenance d'un risque *spécifique*.

Les assureurs sont en mesure de protéger les individus contre un risque grâce à *loi des grands nombres* :

- › On associe un assuré à une **communauté** de personnes—l'ensemble des assurés;
- › On **rassemble** (*pool*) les primes;

Lorsque des risques se réalisent, on **indemnise** les membres ayant subi des dommages. Ce faisant, la communauté prend **matériellement** en charge les dommages de ses membres.

On définit donc l'assurance comme un système de gestion des risques basé sur la notion de *solidarité*. Ce **mécanisme** de l'assurance :

- › Ne modifie ni la *fréquence* du risque ni sa *sévérité*;
- › *Transfère* le risque d'un assuré à un, ou plusieurs, autres;
- › *Protège* un assuré contre le risque de survenance d'événements qu'il ne peut pas supporter seul;
- › *Permet* à un assuré de réaliser des activités comportant des risques qu'il n'aurait pas autrement pu supporter;

Lorsque des risques se réalisent, on **indemnise** les membres ayant subi des dommages. Ce faisant, la communauté prend **matériellement** en charge les dommages de ses membres.

Revenu de l'assureur

- > L'assureur reçoit les **primes** d'assurance;
- > L'assureur **place l'argent** des assurés, excédentaire des paiements qu'il doit faire, en bourse;

Ainsi, il obtient une deuxième source de revenus (primordiale dans le cas d'assurances d'une potentielle longue durée, comme l'*assurance vie*).

Types d'Assurances

1. Assurance de personnes

Exemples :

- > Décès et longévité;
- > Invalidité;
- > Perte d'emploi;
- > Autres soins de santé (médical et paramédical, dentaire, lunettes);

Certains de ces *risques* sont couverts par l'État, alors que les autres pourront l'être par des compagnies privées.

2. Assurance IARD (Incendie, Accidents et Risques Divers) (Couvert dans le cours *Introduction à l'actuariat I*)

Exemples pour les **individus** et **entreprises** :

- > **Biens** (auto, habitation);
- > **Biens** (auto, bâtiment);
- > **Opérations**;

2 La sécurité sociale

La sécurité sociale

Programmes visant à apporter une certaine **sécurité** afin de ne pas perdre son **statut** dans la société. Elles visent à *maintenir, protéger et améliorer* les conditions de vie essentielles.

- > Cette « *assurance* » est accordée par le gouvernement;
- > C'est les *obligations* du gouvernement pour donner un niveau de vie minimum à tous;

Organisation internationale du travail (OIT)

But est de rassembler ses états membres en vue d'une action commune pour :

- > *Promouvoir* les **droits au travail**;
- > *Encourager* la **création d'emplois** décents;
- > *Développer* la **protection sociale**;
- > *Renforcer* le **dialogue social** dans le domaine du travail;

C'est-à-dire, toutes formes de négociation, consultation, ou d'échange d'information entre gouvernements, employeurs et travailleurs.

L'OIT est une :

- > Agence spécialisée de l'ONU fondée en 1919 (donc sous l'ancêtre de l'ONU) à Genève;
- > Institution tripartite : rassemble les gouvernements, employeurs et travailleurs membres de l'ONU;

Par exemple dans le cadre de sa mission, l'OIT cherche à s'assurer que les enfants ne travaillent pas, qu'il y a égalité homme-femme, etc.

2 conceptions différentes de la sécurité sociale

Bismarck

- > Principe d'**assurance sociale** lié au **travail**;
- > Logique **assurantielle**
C'est-à-dire que les prestations sont versées aux **individus assurés** contre tel risque;
- > **Principes** de la protection :
 1. Limité aux travailleurs;
 2. Protection obligatoire;
 - Pour ceux n'ayant pas assez d'argent pour se couvrir eux-mêmes;
 3. **Proportionnalité** des **cotisations** et **prestations** au salaire;
 - Par exemple, le paiement (cotisation) d'assurance chômage qui varie en fonction du salaire;
 - Si j'ai un plus grand salaire, ma participation au régime (cotisations) sera plus élevée;
 4. Protection gérée par les salariés et les employeurs;
- > Ce fut la base pour les autres systèmes.

Beveridge

- > Principe de protection généralisée, la **sécurité sociale**, **sans lien au travail** fondée sur la solidarité;
- > Logique **assistancielle**
C'est-à-dire que les prestations sont versées aux **individus en besoin**;
 - Est-ce qu'une personne a besoin d'un revenu? Si oui, on va l'aider.
- > Exemple : chômage

Principes de protection :

1. **Universalité** de la protection sociale ;
 - Couverture de toute la population et de tous les risques sociaux ;
2. **Uniformité** des prestations ;
 - Couverture fondée sur les *besoins* et **non** les *revenus* ;
3. **Unicité** ;
 - Gestion par l'état de tous les programmes ;
4. Financement par l'**impôt** ;
 - Ce faisant, il est également appelé le système « nationalww »

Déclaration universelle des droits de l'homme (1948)

Article 22

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale.

Article 25

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille.
2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciale.

Fonctions des états membres

Selon l'OIT, les états membres doivent mettre en place au moins 3 des fonctions suivantes (dont au moins une de 3, 4, 5 et 9) :

1. Soins médicaux ;
2. Indemnités de maladie : prestations fournies pour rétablir ou améliorer la santé d'une per-

sonne ;

3. Chômage : prestations fournies à une personne ayant perdu son emploi ;
4. Vieillesse : prestations fournies aux personnes ayant pris leurs retraites selon certaines conditions (âge de la retraite atteint, résidence/nationalité) ;
5. Accident du travail et maladies professionnelles ;
6. Familles : prestations fournies afin de payer le coûts et satisfaire les besoins d'éducation des enfants et aux personnes à charge ;
7. Invalidité ;
8. Maternité ;
9. Survivants ;

Auxquels on peut ajouter :

1. Logement : prestations fournies (sous condition de ressources) pour aider directement un *ménage* (pas un particulier) à payer le coût de son logement ;
2. Éducation ;
3. Assistance sociale : par exemple, les food stamps aux É.-U. ;

Événements marquants historiques

1608-1914

1886

Temps de grande **pauvreté**

- › Beaucoup d'enfants (pas de contraception) ;
- › L'église se charge des pauvres ;

Première loi sur l'**hygiène publique** ; précédemment le soin des malades était une responsabilité individuelle

1914-1930

1914

1921

1930-1940

1927

1935

Première guerre mondiale

- › Naissance de l'assistance publique ;
- › Industrialisation avec l'espoir d'une meilleure vie en ville ;
Ce faisant la qualité de vie dépend du salaire et si on tombe malade on risque la pauvreté ;
- › Églises plus suffisantes—trop de pauvres ;

Premier programme moderne de **sécurité sociale** au Canada : La Loi sur les accidents au travail de l'Ontario

Loi au Québec sur l'**assistance publique**

- › L'argent donné aux gens en besoin ;
- › Humiliant basé sur un examen de ressources publiques qui stigmatise ceux en besoin ;
- › Église mécontente puisqu'elle veut contrôler la vie des gens ;

Crise de 1929—chômage en forte hausse—mène aux premières étapes d'une politique sociale

Assurance vieillesse (fédéral) ; programme très strict

Hôpitaux provinciaux au lieu de municipaux ; cependant encore trop cher pour la majorité de la population

1940-1960

1940

1949

1952

1960-1970

1960

1966

1967

1971

1970-1980

1978

Prépondérance fédérale :

- > Le besoin de créer des produits pour la guerre règle le problème de chômage;
- > L'idée de donner à *tous* un certain niveau de vie et non juste ceux en besoin pousse de l'assistance sociale à la sécurité sociale;

assurance chômage (fédéral)**allocations familiales** (fédérales)**pensions de vieillesse****Modernisation québécoise****Régime universel** d'assurance hospitalisée**Régime de rentes** du Québec

- > Premier programme à offrir une **indexation** des prestations

Allocations familiales (Québec)**Couverture universelle des soins de santé** (Québec)

- > précédemment il fallait payer pour voir un médecin;
- > 25% de la population sous le seuil de la pauvreté (vs moins que 1% aujourd'hui);

Politique globale de **sécurité sociale****Régime public d'assurance automobile**

- > Hausse des déficits et baisse des revenus fiscaux;
- > Recul de la protection sociale avec des programmes jugés extravagants;
- > Politiques de restriction budgétaire;
- > Explosion des coûts de l'assurance maladie

1984 : Loi canadienne sur la santé—pour préserver l'universalité des soins de santé;

- > Coûts d'aucun « bon sens » avec un régime qui **va** devoir changer;

1997 : Assurance médicaments (Québec);

2006 : Création d'assurance parentale (Québec);

Programmes sociaux au Québec / Canada

Les 9 fonctions de l'OIT sont couvert par ces programmes :

- > Assurance sociale;
- > Assurance emploi;
- > Allocations familiales;
- > Indemnisation accidents travail (CEESST);
- > Régime de Rentes du Québec (RRQ);
- > Régime de Pension du Canada (RPC);
- > Pension sécurité vieillesse (fédéral) *ET* supplément de revenu garanti (fédéral) *ET* allocation au conjoint;
- > Régime de santé (maladie *ET* hospitalisation—conjoint Canada-Québec);
- > Parentale;
- > Médicaments (Québec)

Catégories de programmes

Programme	Assistance sociale	Assurance sociale	Régimes universels
Objectif	protection minimale (dernier recours)	protection de base	

Assistance sociale

- > Test de résidence;
- > Test de besoin;
- > Financement gouvernementale (Pay As You Go);
- > Aucune capitalisation (Pay As You Go);

Assurance sociale

- > Contributions;
 - > Programmes obligatoire;
 - > Prestations en fonction de la participation et relié au gains;
 - > Supervision gouvernementale;
 - > Capitalisation totale ou partielle;
- L'idée de la capitalisation est que c'est de l'argent mis de côté et pas inclus dans les revenus puisqu'elle sera éventuellement dépensée comme revenu.

Avantages	Désavantages
Protection de base	non-universel
Redistribution de l'argent	insuffisant

Comparaison d'assurance sociale et privée

Suite :

- > Poussée inflationniste, récession (1981-1983), taux de chômage élevé;

Assurance	Sociale	Privée
Participation	obligatoire	facultative
Équité	sociale	individuelle
Base	légale	contractuelle
Contexte	monopole	compétition
Facilité de prévision des coûts	difficile	facile (tout le monde est couvert)
Capitalisation	pas toujours	pleinement
Sélection des risques	aucune (peut pas décider d'exclure une personne)	
Indexation	au coût de la vie	rarement
But	sécurité sociale	couvrir ceux qui le désirent

Régimes sociaux sous tension Les États-Unis

Donc il y a des similitudes mais leur objectif diffère de façon significative.

Régimes universels

- › Obligatoire et universel;
- › Pas de tests de besoins;
- › Égalité basée sur la citoyenneté—tests de résidence;
- › Prestations fixes;
- › Pas de capitalisation (Pay As You Go);

Avantages	Désavantages
Simple	Pas relié aux besoins
Combat la pauvreté	Coût caché
	Faibles prestations

Classement des régimes existants

Assurance emploi	Assistance sociale	Régimes universels
Assurance parentale	Assistance sociale	Allocations familiales
Régime de rentes du Québec (R.R.Q.)	Prime au travail	soins de santé
Santé Sécurité au Travail (SST)	Supplément de revenu garanti	Sécurité de la vieillesse
Assurance automobile	Allocation au conjoint	
Assurance médicament		

3 Le système de retraite au Canada

Vie active

Période de vie où

- › L'on est **actif** sur le **marché du travail**;
- › ses **revenus** proviennent principalement de revenus **d'emploi**.

La retraite

Période de la vie où l'on est, ou considérée d'être, **incapable de travailler**. Il s'ensuit que le revenu ne provient pas d'emploi.

Types de revenus à la retraite

- › Rentes de l'état : gouvernement paye des rentes (régime public);
- › Rentes de l'employeur : certains employeurs payent des rentes (régime privé);
- › Épargne personnelle (patrimoine) : la proportion du revenu dépend de l'épargne de l'individu;
- › Aide sociale pour personnes âgées.

Objectifs de la protection

- › Compenser la **perte de revenu** associée à la retraite;
- › Contrer la pauvreté des personnes âgées;
- › Maintenir en emploi ou favoriser le retrait des travailleurs âgés.

Âge normal de retraite (ANR)

Âge de début de retraite utilisée pour le calcul des prestations payables à la retraite.

Historique

- › L'ANR est de 65 ans depuis 1970 (\pm Harper voulant l'augmenter entre 2023 et 2029);
- › Dans le passé, l'ANR était de 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes—cette pratique maintenant considérée discriminatoire est interdite;
- › Les régimes publics l'utilisent et c'est l'âge maximal permis pour les régimes privés;
- › Ce n'est pas un âge obligatoire.

Retraite anticipée

- › Prendre sa retraite plus tôt implique une **réduction actuarielle**;
- › La loi peut prévoir qu'une rente sans réduction peut être versée à *certaines conditions*;
 - Par exemple, selon le **nombre d'années de service** comme l'armée avec une pension complète après 25 ans.

Historique de la retraite

Historiquement, la retraite était rare et courte, mais avec l'augmentation de l'espérance de vie, il y a eu un changement de mentalité. Ce tableau illustre assez bien l'histoire de la retraite :

Indicateurs	Année				
	1927	1952	1965	1970	2013
Espérance de vie à la naissance	54 ans	67 ans	71 ans	72 ans	82 ans
Âge « normal » de la retraite dans les régimes publics	70 ans	70 ans	70 ans	65 ans	65 ans
Probabilité qu'un individu âgé de 30 ans atteigne l'âge « normal »	57 %	63 %	67 %	78 %	91 %
Durée de versement des prestations à partir de l'âge « normal »	10 ans	11 ans	11 ans	15 ans	21 ans

- › La vie active a donc diminué avec la **diminution de l'ANR** et la **retraite anticipée**;
- › La durée de la retraite est passée de 10 à 21 ans menant à de grandes **pressions financières** sur le système de retraite;
- › De plus, le coût de la vie a augmentée et cette **inflation multiplie les pressions** sur la **période de paiement longue** (20 ans et plus).

Baby Boom

- › Génération d'enfants nés après la fin de la Deuxième Guerre mondiale (taux de natalité élevé);
Nés dans les alentours *approximatifs* de 1946 à 1965.
- › Le nombre moyen d'enfants par femme était de 3.7 (4.1 dans les années 50);
En contraste, c'est de 1.6 enfants par femme aujourd'hui.
- › Le départ des baby-boomers à la retraite a un impact socio-économique important.

Baby Bust (génération X)

- › Enfants nés dans les alentours *approximatifs* de 1966 à 1976.
- › Génération coincée entre les baby-boomers et la génération Y;
- › Difficulté à trouver des emplois en raison du grand nombre de baby-boomers.

Proportion de la population active

Les graphiques de pyramides d'âges permettent la visualisation de l'augmentation importante de la population âgée. L'**insuffisance** de la **population active** pour **soutenir** le **régime de retraite** actuel s'ensuit.

En **contraste** aux **États-Unis** (1.9%) et le **reste du Canada** (5.1%), la **population active du Québec** entre 20 et 64 ans va **diminuer** (-3.6%) de 2015 à 2030.

Approches aux régimes de retraite

Beveridge

- > Approche d'une rente **universelle**;
- > Verse à tous les individus une rente;
- > Prestations aux démunis.

Bismark

- > Approche d'une rente pour les **travailleurs**.

Adhésion à un régime de revenu à la retraite

Les régimes peuvent être **obligatoires** ou **volontaires**.

Obligatoire

- > Tous les individus doivent cotiser pour leurs retraites;
- > Garanti que tout le monde s'établit une retraite.

Volontaire

- > Les gens ont tendance à sous-estimer leurs besoins futurs et ne pas épargner suffisamment d'argent;
- > La présence d'un système obligatoire n'empêche pas celle d'une épargne supplémentaire par un régime facultatif;

Exemples

État

- > Pension de la sécurité de vieillesse (PSV) (**obligatoire**);
- > Régie des rentes du Québec (RRQ) (**obligatoire**).

Privé

- > Régimes complémentaires de retraite (RCR) (**habituellement obligatoire s'il est présent**);
- > Régime volontaire d'épargne-retraite (RVER) (**facultatif**);
- > Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) **collectif** (**facultatif**).

Individuel (facultatifs)

- > Compte d'épargne libre d'impôt (CELI), REER, épargne, biens (maisons, ...).

Financement

Capitalisation (funded)

Procédure

1. Participants actifs versent leurs cotisations;
2. Le régime place les sommes au nom de chaque participant;
3. Au moment de la retraite, ces mêmes montants lui sont restitués sous forme de rente.

Détails

- > Il est possible d'avoir une capitalisation totale ou partielle;
- > Les sommes sont considérables et servent de financement pour les gouvernements et industries;
- > Fonctionnement se rapproche à celui d'une compagnie d'assurance.

Risques

- > **Fluctuations** de l'économie;
- > **Faillites** d'entreprises;
- > **Corruption** (malversations).

Répartition (*Pay-as-you-go (PAYG)*)

Procédure :

1. Participants actifs versent leurs cotisations;
2. Le régime utilise les sommes pour payer les pensions des retraités actuels.

Détails

- > Repose sur une forte solidarité entre générations;
- > Sa viabilité dépend du rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de personnes retraitées;
- > Aucun actif mis de côté;
- > Dois presque forcément être un régime obligatoire et public.

Palier I et II

1. Composante **publique**;
2. But d'**éliminer** au maximum la **pauvreté** des personnes âgées;
3. **Répartit les revenus** des gens tout au long de leur vie pour assurer un certain niveau de remplacement de revenu.

Palier III

1. Composante **privée**.

Remplacement de revenu à la retraite

Principe de base Règle générale qu'on doit compter sur un remplacement de 70% de son revenu avant la retraite afin de maintenir le **même** niveau de vie. Cela ne tient pas compte cependant du **niveau de revenu** ni du **type de retraite** visé.

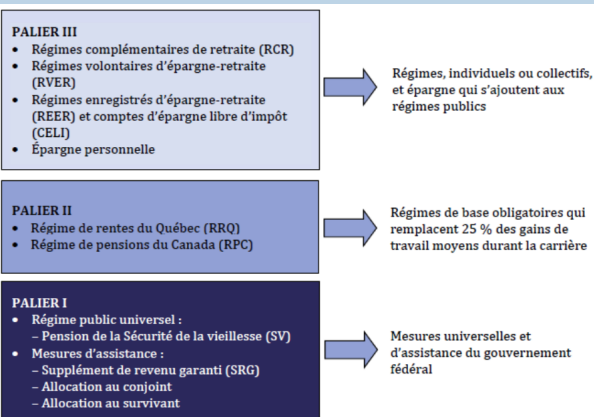
Raisons pourquoi pas 100% :

- > Dépenses transport moindre;
- > Fin de dépenses hypothécaires;
- > Départ d'enfants (études, nourriture, ...);
- > Dépenses générales moindres (rabais, ...);
- > Fins des charges sociales et de l'épargne retraite;
- > Plus de parents à charge.

Provenance de revenu à la retraite

- > L'objectif des régimes gouvernementaux est de remplacer Y% pour les personnes gagnant un certain salaire;
- > Ce salaire, appelé le **maximum des gains admissibles (MGA)**, est déterminé annuellement par la RRQ;
- > L'importance de chaque palier va donc varier entre individus selon leur revenu.

Paliers du système équilibré canadien de la retraite



4 Loi sur la sécurité de la vieillesse

Types de prestations

Il existe plusieurs types de prestations dont :

- › Pension de la sécurité de la vieillesse (PSV);
- › Supplément du revenu garantie (SRG);
- › Allocation (au conjoint);
- › Allocation (de survivant).

Historique

1952 Entrée en vigueur de la loi de la sécurité et vieillesse;

- › Programme fédéral;
- › Au niveau provincial, il n'y a pas encore grand-chose de développé;
- › Idée de garantir à **tous** les citoyens âgés (70 ans et plus) une pension pas liée au revenu avec la PSV.

1966 Entrée en vigueur du RCP et RRQ;

- › Inclut une révision de la PSV—élargir la portée, revoir le programme, etc.;

1967 Entrée en vigueur du SRG

- › Supplément au PSV temporaire jusqu'au début des paiements du RCP et RRQ;
- › Initialement supposé être temporaire pour aider ceux déjà à la retraite, car le RCP et RRQ n'allaient pas payer de prestations avant 10 ans;
- › Diminution de l'âge d'admissibilité à 65 ans;
- › Augmentation du montant de pension.

1975 Entrée en vigueur de l'allocation au conjoint;

- › Lorsqu'un seul membre du couple reçoit la PSV et le RSG et que l'autre a entre 60 et 64 ans;

- › Éventuellement renommé « allocation ».

1985 Entrée en vigueur de l'allocation au conjoint veuf.

- › Extension à l'allocation au conjoint pour inclure les veuf(ve)s à faible revenu entre 60 et 64 ans dont le conjoint décédé était prestataire de la PSV et le RSG;
- › Éventuellement renommé « allocation de survivant ».

4.1 PSV

Définition

Régime **universel** assurant un revenu *minimum* à la retraite tout citoyen canadien **admissible**. Le but est de couvrir *environ* 15% des revenus avant retraite pour le travailleur moyen.

Admissibilité

- › Sujet à un test de résidence—doit être citoyen canadien ou un résident autorisé et avoir habité au Canada pendant au moins 10 ans après l'âge de 18 ans;
- › Si quitte le Canada, doit avoir habité au Canada pendant au moins 20 ans après l'âge de 18 ans;
- › Autres possibilités selon ententes avec d'autres pays (comme les É.-U.);
- › Pas de test de besoin, mais possibilité de devoir la rembourser;
- › Doit être d'au moins l'ANR (65 ans), mais *pas* besoin d'être retraité;

Montant de la rente

Établi selon le nombre d'années où l'individu a habité au Canada après l'âge de 18 ans.

Pension complète :

- › Si 40 ans de résidence au Canada après l'âge de 18 ans;
- › Dont au moins 10 ans immédiatement avant la demande ou 1 an de résidence avant la demande et 3 ans de résidence avant l'âge de 55 ans pour chaque année manquante du 10 ans;

Pension Partielle :

- › Au moins 10 ans de résidence au Canada après l'âge de 18 ans;
- › Un quarantième (1/40) de la pension pour chaque année après 18 ans;
- › Une pension partielle peut être augmentée après son approbation en fonction du nombre d'années de résidence supplémentaire.

Particularités du paiements

Étranger Avoir vécu au Canada pendant au moins 20 ans après l'âge de 18 ans;

- › Note que l'on ne peut pas être absent du Canada pour plus que 6 mois de l'année sans perdre avantages sociaux;

Report En échange d'une pension plus élevée, il est possible depuis juillet 2013 de reporter la PSV jusqu'à 5 ans;

- › Augmentation de 0.6% pour chaque mois de report jusqu'à un maximum de 36% à l'âge de 70 ans (modification actuarielle).

Indexation Le montant de la rente est indexé à l'IPC à chaque trimestre.

Fiscalité

- › La prestation est imposable (fédéral et provincial);
- › Depuis 1989, il existe un impôt de récupération qui s'impose lorsque le revenu excède un certain seuil;
- › Le seuil de revenu maximal en 2019 était de 77 580\$ et donc la récupération serait 15% du revenu net **en excès de** ce montant;
- › Il est possible de récupérer la PSV en entier (dès 126 058%);
- › Puisque le test de revenu est individuel et non par couple, il est possible d'être créatif avec ses finances.

Note L'ICA a pris position publiquement en avril 2019 pour une augmentation de l'ANR en échange de prestations plus élevées.

Note Le financement de la PSV est « pay as you go », il n'y a pas de caisse distincte et sort directement des impôts.

4.2 SRG**Définition**

Prestation mensuelle non imposable offerte aux bénéficiaires de la PSV ayant un faible revenu résidant au Canada.

Admissibilité

- › Recevoir la PSV;
- › Avoir des gains faibles—prestation réduite selon les autres revenus de la personne ou du conjoint.

Montant de la prestation

- Établi en fonction de l'état conjugal et du revenu de l'année précédente.
La définition de revenus :
- exclus** la PSV et l'allocation;
- inclus** RRQ, REER, RCR, placements, loyers, gains en capitaux, emplois, etc.
- › Depuis 2008, il est possible d'avoir des revenus d'emploi de 3 500\$ sans impact sur la prestation—ce montant *devrait* augmenter à 5 000 \$ en 2020 et une pénalité de seulement 50% pour les 10 000\$ suivants;
 - › Réduction de 1\$ pour chaque 2\$ de revenu autre;
 - › Montant déterminé annuellement selon les gains de l'année précédente pouvant donc fluctuer dans le temps.

Particularités du paiements

- Étranger** Aucune prestation pour le non-résident du Canada;
- Indexation** Le montant de la rente est indexé à l'IPC à chaque trimestre;
- Fiscalité** Aucune imposition des montants de SRG;
- Financement** Pay as you go;

Cessation des paiements

- › Si l'individu (couple) ne soumet pas de déclaration de revenus;
- › Départ pour plus de 6 mois consécutifs;
- › Revenu(s) supérieur au montant maximal établi pour l'année;
- › Incarcération;

- › Décès.

4.3 Allocation**Définition**

Prestation mensuelle payable à une personne entre 60 et 64 ans conjoint d'un prestataire du SRG.

Admissibilité

- › Être conjoint d'un prestataire du SRG;
- › Être âgé entre 60 et 64 ans;
- › Citoyen canadien ou résident autorisé;
- › Habiter au Canada;
- › Avoir vécu au Canada pendant au moins 10 ans après l'âge de 18 ans;
- › Présenter une nouvelle demande annuellement;
- › Avoir des revenus faibles (le revenu combiné, excluant PSV et SRG, ne doit pas excéder un certain seuil).

Montant de la prestation

- › Le maximum est la somme du PSV et SRG maximal au taux du couple marié—en 2018 ceci était de 1 141.08\$ par personne;
- › Aucune allocation si les autres revenus du couple excèdent 33 696\$;
- › Il y a des particularités sur la réduction du paiement.

Cessation des paiements

- › 65 ans ou décès.

4.4 Allocation au survivant

Admissibilité

- › Être veuf(ve);
- › Être âgé entre 60 et 64 ans;
- › Citoyen canadien ou résident autorisé;
- › Avoir vécu au Canada pendant au moins 10 ans après l'âge de 18 ans;
- › Avoir des revenus faibles.

Montant de la prestation

- › Le maximum est de 1 360.20 \$.
- › Aucune allocation si les autres revenus du couple excèdent 24 552\$;
- › Il y a des particularités sur la réduction du paiement.

Cessation des paiements

- › Se remarie;
- › Décède;
- › Si revenus deviennent suffisants;
- › Si 65 ans.

5 Le régime des rentes du Québec

Raison d'être

- › Régime d'assurance sociale;
- › Offrir une protection financière **de base** aux travailleurs (et leurs proches) à la *retraite*, au *décès* ou en cas d'*invalidité*;
- › Le Québec est la seule province à avoir son propre régime public de pensions qui couvre tous les emplois au Québec.

Caractéristiques

Public Administré entièrement par des organismes de l'état;

Universel Mais basé sur le travail (*approche bismarckienne*);

Obligatoire Tous les travailleurs sont obligés de cotiser;

Contributif Les cotisations des travailleurs et employeurs supportent les prestations du régime;

Autofinancé Tout comme les prestations, les coûts d'administration proviennent des cotisations;

Imposable Les prestations reçues sont imposables;

Transférable Le régime est pancanadien vers le RPC;

Indexé Le régime est indexé de 2 façons :

1. Lors du calcul initial des prestations;
2. L'augmentation des rentes déjà en paiement.

Types de prestations

Retraite › Rente de retraite (RR).

Invalidité › Rente d'invalidité (RI);

- › Rente d'enfant de personne invalide;
- › Montant additionnel pour invalidité pour les bénéficiaires de la RR.

Décès › Rente de conjoint survivant (RCS);

- › Rente d'orphelin (RO);
- › Prestation de décès.

Mise en place

1966 Entrée en vigueur;

- › La **Caisse de dépôt et placements** a été créée en même temps pour supporter la mise en place du Régime;
- › La caisse est un investisseur institutionnel qui gère les actifs du RRQ ainsi que d'autres régimes de retraite et d'assurance (para)publics.

1963 Début de la conceptualisation du RRQ;

- › L'idée d'un régime de pension universel administré par l'état est développée.

1965 Adoption de la loi sur le RRQ et création de la Régie des rentes du Québec;

- › La Régie des rentes du Québec gère le RRQ.

1966 Conditions sur les personnes admissibles;

- › Tous les travailleurs âgés de 18 à 70 ans gagnant un certain salaire doivent participer au régime.

2016 Cession du RRQ à Retraite Québec;

- › Nouvel organisme après la fusion de la régie avec la commission administrative de régimes de retraite et d'assurance (CARRA);
- › CARRA administrait les régimes de retraite du secteur public.

Réforme de 1998

Pressions financières sur le régime et donc le gouvernement propose de le revoir.

Acquis **conservés** :

1. Taux de remplacement du revenu;
2. Âge normal de la retraite (ANR);
3. Indexation des prestations en fonction du coût de la vie;
4. Retranchement des gains faibles ou nuls.

Modifications apportées

1. Hausse des cotisations de 6% en 1997 à 9.9% en 2003;
2. Exemption admissible gelée à 3 500\$ afin de progressivement diminuer son importance;
3. Les retraités qui travaillent doivent maintenant cotiser au régime;
4. Ajustement des gains passés avec la moyenne des 5 au lieu de 3 dernières années;
5. Diminution de la prestation de décès;
6. Réduction de la rente de retraite des personnes qui reçoivent une rente d'invalidité;
7. Évaluation actuarielle aux 3 au lieu de 5 ans;
8. Consultation publique aux 6 ans.

Consultations publiques

2004 Adapter le régime de rentes aux nouvelles réalités du Québec;

- › Problèmes soulevés : vieillissement démographique, changements du marché du travail et évolution des réalités familiales;
- › Malgré les modifications de 1998, le régime est sous haute tension;
- › L'écart entre la situation financière du

RRQ et le RPC s'élargit;

- › Plusieurs propositions non adoptées.

2008 Vers un régime de rentes du Québec renforcé et plus équitable;

- › La consultation de 2004 a permis de cerner les enjeux;
- › Cependant, pas de consensus sur les modifications à apporter au RRQ;
- › Plusieurs propositions non adoptées.

Évaluations actuarielles

2006 Les enjeux sont essentiellement ceux identifiés en 2004 :

- › Stabilisation du financement du régime;
- › Maintien de l'équivalence avec le RPC;
- › Adaptation aux transformations du marché du travail;
- › Adaptation à l'évolution des familles.

2009 Conclusions :

- › Le taux de cotisation de 9.9% ne permet de payer les prestations que jusqu'en 2039 point auquel la réserve sera épuisée;
- › À ce moment, le taux de cotisation devra augmenter à 12.2% en 2039 jusqu'à 12.6% en 2055;
- › La situation et l'équité intergénérationnelle commandent l'action.

2012 Les modifications de 2011 portent fruit et le Régime se porte bien financièrement;

2015 Les cotisations et revenus de placements sont **suffisants** pour financer le RRQ jusqu'en 2065 et aucune modification de cotisation n'est prévue;

2018 Les entrées de fonds sont suffisantes et le taux de cotisation demeure à 10.80% (le taux d'équilibre est de 10.61%).

Modifications

2011 › Augmentation de la réduction actuarielle pour la retraite anticipée (sauf les rentes faibles);

- › Hausse du facteur d'augmentation actuarielle pour la retraite reportée;
- › Augmentation graduelle du taux de cotisation de 9.9% à 10.8% en 2017;
- › Réduction de la rente de conjoint survivant combinée à une rente de retraite (ou d'invalidité);
- › Mécanisme permanent d'ajustement du taux de cotisation sera mis en place à compter de 2018.

2019 Mise en place d'un régime supplémentaire permettant de :

1. Augmenter le taux de remplacement du revenu;
2. Augmenter le salaire admissible maximal.

Quelques chiffres

- › 4M cotisants;
- › 2M bénéficiaires;
- › 60G\$ de réserve (régime de base) et 366 M\$ (régime supplémentaire);
- › 11.1G\$ de revenus de cotisations;
- › 13.8G\$ de dépenses de prestations.